



Un budget 2026 injuste qui impose de l'austérité uniquement pour les ménages les plus défavorisés

La Confédération Nationale du Logement (CNL) alerte solennellement : les orientations budgétaires annoncées par François Bayrou pour 2026, loin d'être un plan de redressement, constituent une attaque frontale contre les services publics, les protections sociales et le pouvoir d'achat des familles.

Le Premier ministre met en œuvre un programme d'austérité sans précédent : **43,8 milliards d'euros d'économies dès 2026**, une purge prolongée jusqu'en 2029, sans toucher ni aux ultra-riches, ni aux aides aux grandes entreprises. En revanche, ce sont les fonctionnaires, les chômeur·euses, les retraités, les patient·es, les allocataires sociaux et les habitant·es qui sont mis·es à contribution.

L'État, les collectivités locales, les opérateurs publics, la Sécurité sociale : tout ce qui structure la puissance publique est saigné à blanc. Pire encore, François Bayrou projette la suppression d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite, après déjà deux années de gel du point d'indice. Dans les hôpitaux, les écoles, les caisses de la Sécu, c'est la même équation : moins d'humains, moins de droits, plus de souffrance.

Le logement social, une fois de plus, est le grand absent, alors que **Valérie Létard** vient d'accorder de nouveaux cadeaux au privé. Aucun plan d'investissement n'est prévu alors que plus de **2,6 millions de demandes de logements HLM** restent non satisfaites. La hausse des loyers, l'envolée des charges, le recul des APL, l'inflation alimentaire et énergétique étranglent les familles. Et voilà que l'on ajoute un gel des prestations sociales, le durcissement de l'assurance chômage, le doublement des franchises médicales et des attaques ciblées contre les malades chroniques. Une politique de classe, assumée.

Face à cette offensive antisociale, la CNL formule des revendications claires et urgentes :

- Nous refusons le déremboursement des médicaments : la santé n'est pas un luxe mais un droit fondamental.
- Le Premier ministre gèle les dépenses publiques ? La CNL demande **plutôt de geler les loyers**, à commencer dans le parc social. Ce serait une mesure immédiate de justice sociale pour protéger le pouvoir d'achat des locataires.
- Il est urgent d'en finir avec la **Réduction de Loyer de Solidarité (RLS)**, qui asphyxie les caisses des bailleurs et empêche tout investissement massif dans le logement social.
- Réintroduire un **bouclier énergétique** pour bloquer le prix de l'énergie et stopper la hausse incontrôlée des charges.

- Ouvrir un débat national sur la création d'une **Sécurité sociale du logement**, seule réponse structurelle pour garantir le droit au logement pour toutes et tous, à l'abri des aléas du marché et de la spéculation.

François Bayrou appelle à la « responsabilité » et à « l'unité nationale », mais il ne fait que prolonger les inégalités : **aucune coupe dans les 211 milliards d'euros d'aides aux entreprises**, aucune réforme fiscale ambitieuse. Pourtant, une taxe de 2 % sur les très grandes fortunes rapporterait jusqu'à **25 milliards d'euros par an**, permettant de financer la hausse des salaires, des minima sociaux et des pensions.

La CNL appelle à la mobilisation de toutes et tous : associations, syndicats, collectivités locales, citoyennes et citoyens. **Nous refusons une France *low-cost* aux services publics dégradés et à la solidarité rabotée. Il est temps de changer de cap : protéger les gens, pas les privilèges ; investir dans l'avenir, plutôt que sacrifier le présent.**

Montreuil, le 16 juillet 2025